LE 5 NOVEMBRE, GRANDES GRÈVES INTERSYNDICALES DANS TOUT LE PAYS !

Leur facture, c'est pour nous !

Le projet de budget tourne le dos à la jeunesse et à ses revendications légitimes. Les choix du gouvernement vont encore peser sur nos vies et nos droits. : se soigner correctement, **vivre dignement de son salaire ou de sa pension**, compter sur des services publics accessibles sur tout le territoire... ce sont des droits essentiels à garantir, pas des économies à réaliser !

La situation actuelle n'est pas due au niveau des dépenses sociales, qui sont utiles pour toutes et tous, mais des milliards d'euros de recettes dont on se prive en faisant des cadeaux aux ultra-riches et aux grandes entreprises, sans aucune utilité sociale.

Où va l'argent ? Il faut répartir les richesses !

De l'argent, il y en a ! D'un côté, les aides publiques aux entreprises ont fortement progressé et atteignent plus de 200 milliards d'euros par an. De l'autre, les sommes versées aux actionnaires battent des records, avec plus de 60 milliards d'euros ces 6 premiers mois pour le CAC 40. La question est de savoir à quoi il sert car **seul notre travail crée les richesses**, elles doivent profiter à toutes et tous pour vivre.

>>> Pour simuler votre budget de progrès social, rdv sur cgt.fr/budget **<<<**

Augmenter les salaires, c'est nécessaire et possible

L'urgence c'est :
- d'augmenter le Smic, le point d'indice dans la fonction publique, les pensions et les minima sociaux et d'indexer les salaires et les prestations sociales sur les prix ;
- de gagner de vraies augmentations de salaire, pas des primes non cotisées au bon vouloir des directions mais du salaire socialisé pour aujourd'hui et demain : **le salaire net pour le mois, le salaire brut pour des droits** tout au long de la vie (maladie, accident, licenciement, parentalité, retraite). Les cotisations c'est notre salaire pour financer notre Sécurité sociale !
- de gagner l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

Nos services publics ont besoin de moyens

Affaiblir les services publics c'est aussi préparer leur privatisation et quand c'est privé, c'est plus cher ! Hôpitaux, écoles, transports, petite enfance... Pour des **services publics accessibles et de qualité**, il faut plus d'emplois, de meilleurs salaires et des investissements. Réduire les moyens, c'est dégrader les services et les conditions de travail de celles et ceux qui les font vivre.

Défendre l'emploi et l'industrie

Fermetures de sites, suppressions d'emplois, délocalisations... alors que les entreprises bénéficient de milliards d'aides publiques, des milliers d'emplois sont supprimés. Cet argent doit servir à **maintenir et créer des emplois de qualité**, relocaliser notre industrie et investir dans la transition écologique, et pas à réaliser des licenciements boursiers !

>>> TOUT AUGMENTE, SAUF NOS SALAIRES ! <<<
Téléchargez pancartes et visuels sur cgt.fr/toutaugmente

Carburant, logement alimentation, loisirs... tout augmente, sauf nos salaires !

Avec les budgets de l'État et de la Sécurité sociale pour 2027, le Gouvernement veut encore faire payer les salarié·es, les retraité·es, et les malades, plutôt que les grandes entreprises et les ultra-riches.

Dans la jeunesse et les services publics, de nombreuses mobilisations sont en cours. Dans l'énergie, la mobilisation a déjà payé ! Public, privé, jeunes et retraités, construisons le *"tous ensemble"* pour gagner !

En grève et dans les manifestations !

À l'appel de la CFDT, de la CGT, de FO, de l'Unsa et de la FSU portons nos revendications et nos forces, dans le public comme dans le privé, pour peser sur les choix qui nous concernent. Le gouvernement est affaibli, mobilisons-nous collectivement pour gagner des avancées pour toutes et tous !

C'est le moment de s'organiser avec la CGT !

Pour se protéger, s'informer et agir ensemble dans le syndicat et sur son lieu de travail, rdv sur cgt.fr/rejoindre

- **Dole - 10h30 - Sous-préfecture**
- **Saint-Claude - 10h30 - Place de l'Abbaye**
- **Poligny - 11h - place des déportés**
- **Lons-le-Saunier - 15h - place de la liberté**